

Ecrit par Hervé Tousseau le 3 juin 2021

Rising Sud : la confiance revient au goût du jour

risingSUD

Agence de développement économique de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

RÉGION SUD  PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR



Le retour à une meilleure fortune économique après un choc sans précédent passe par un modèle innovant, 'décarboné' et relocalisé. Selon l'agence de développement économique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, nos entreprises ont pris le chemin d'une telle transformation pour une reprise qui s'annonce rapide et durable.

De nombreuses start-up résistent très bien à la crise. Bien plus, leurs modèles économiques et les solutions qu'elles proposent sont parfaitement compatibles avec l'accélération - sans précédent - de la numérisation de toute activité.

Depuis 2020, cette évolution est fortement induite - ou soutenue - par la gestion sanitaire de la pandémie excluant au maximum les contacts humains. Ces jeunes pousses recrutent donc à tour de bras : un CDI sur dix était signé dans une start-up, soit plus de 25 000 contrats en 2020. (Source : France Digitale).

Ecrit par Hervé Tousseau le 3 juin 2021

Les 120 start-up françaises sélectionnées chaque année pour faire partie d'un programme d'accompagnement de l'Etat pour devenir « des leaders technologiques au plan mondial » prévoient de créer, partout dans notre pays, plus de 10 000 emplois en 2021. Au premier semestre 2021, notre région est la première (hors Ile-de-France) pour les levées de fonds des start-up du numérique avec 82M€.

Un milliard de crédit, cinq grands chantiers régionaux

Porteuses d'une croissance goulue, ces entreprises innovantes sont bien présentes dans notre région qui cherche à multiplier leur nombre.

C'est le rôle de [Rising Sud](#), l'agence de développement économique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (42 collaborateurs). Réunissant autour du Conseil régional la Chambre de commerce et d'industrie régionale, la Banque des territoires et BPI France lors de sa création, l'agence vient largement d'ouvrir (janvier 2021) sa gouvernance à une quarantaine de membres. Ces nouveaux adhérents - collectivités territoriales et EPCI, entreprises, pôle de compétitivité, universités, ports et aéroports - ont été appelés à la rescoufle pour « faire front face à la crise économique » et permettre une meilleure représentation des territoires.

Bernard Kleynhoff, le président de Rising Sud, précise doctement : « notre rôle est d'accélérer les entreprises et de faire grandir les territoires ». Cette vocation s'inscrit aujourd'hui dans le plan de reconquête du Conseil régional voté en octobre 2020, doté d'un milliard de crédits, articulé autour de cinq grands chantiers : renforcer les capacités d'investissement et d'innovation des entreprises ; préparer les transitions numériques, environnementale et industrielles ; engager la reconquête industrielle ; renforcer l'attractivité de notre région et accompagner nos entreprises sur de nouveaux marchés extérieurs.

« Notre rôle est d'accélérer les entreprises et de faire grandir les territoires. »

Bernard Kleynhoff, président de Rising Sud.

L'attractivité du territoire a été préservée

Vaste programme s'amorçant dans une situation de redémarrage cahotante. « La première chose dont il faut s'occuper, c'est du mur de la dette auquel les entreprises sont confrontées avec les remboursements des Prêts garantis par l'Etat (PGE), des crédits bancaires et des charges qui ont fait l'objet de reports », pointe Bernard Kleynhoff. « Nous avons mobilisé 64M€ pour renforcer les fonds propres de certaines d'entre elles afin qu'elles puissent continuer à emprunter normalement pour relancer sans difficultés leur activité. Sur la question des marchés extérieurs où l'on va moins vite et moins loin aujourd'hui, nous avons rajouté des financements pour conserver une présence au travers des volontaires internationaux et repartir, dès qu'il sera possible de se déplacer au-delà de nos frontières. Enfin, l'attractivité de nos territoires semble dès à présent au rendez-vous de la croissance avec cinq beaux projets d'investissements étrangers dont trois dans le Vaucluse, plutôt orientés vers l'agroalimentaire avec un nombre important d'emplois à la clé ».

Ecrit par Hervé Tousseau le 3 juin 2021

Sortir de la crise économique au plus vite n'est donc pas une lubie. C'est ainsi qu'après une année record en 2019, notre région retrouve pour l'année 2020 un bilan comparable à celui de 2018, soit 77 projets d'investissements internationaux ayant vu le jour pour près de 2 000 emplois créés ou maintenus.

Les beaux fleurons locaux poursuivent aussi leur chemin, tel Claranor ayant confié à GSE - tous deux avignonnais - la construction de son nouveau siège, livrable en novembre prochain. Le nouveau bâtiment (3M€) composé de béton bas carbone, d'une ossature en bois, d'isolants 'bio-sourcés' permettra de produire de l'électricité pour recharger les véhicules des collaborateurs. Un exemple vertueux et local, associant une PME à fort taux de R&D intervenant sur le marché mondial de la stérilisation d'emballage avec une technologie innovante de lumière pulsée et un groupe, lui aussi international, spécialiste des projets d'immobilier d'entreprise.

Une reprise durable qui passe par la reconquête industrielle

Pas d'attentisme du côté des start-up, donc. « Ils ne sont pas tous des Elon Musk, tout ne marche pas à merveille », modère le président de la commission économie, industrie, innovation, nouvelles technologies et numérique du Conseil régional ; « mais enfin, nous essayons de faire en sorte que des entreprises à haut potentiel puissent réussir leur second tour de table et devenir des projets d'avenir solides. Notre accélérateur fonctionne bien, il a même été le premier à être utile pour construire celui de BPI France ».

Les politiques publiques en la matière portent leurs fruits dans la corbeille de l'après-crise. Dans la liste des futures pépites susceptibles d'être valorisées à plus d'un milliard de dollars, la France arrive même en deuxième position avec 21 start-up, derrière le Royaume-Uni (24) et devant l'Allemagne (15), selon Vivatech, l'événement 'tech' européen dédié à l'innovation et aux start-up.

Toute médaille a son revers. Les jeunes diplômés, notamment ceux des écoles supérieures, ont une vision mondialisée de l'économie réduite aux grandes villes, aux grands groupes et aux start-up. La difficulté de recrutement est si criante que le gouvernement a mis en place fin 2019 un système de « [volontariat territorial en entreprise](#) » pour nourrir l'encadrement des entreprises avec de jeunes talents au contact de la vie d'une petite entreprise et d'une région. La note a investi au cours des trois dernières années, 1,5 milliards sur ses filières « stratégiques » au travers des [opérations d'intérêt régional](#). Elle vient aussi de recevoir des mains du Comité européen des régions, un prix l'identifiant comme « un phare de la reprise durable » et un territoire ayant, à l'échelle du continent, démontré « une capacité remarquable pour réorienter son développement économique depuis un an ».

Le vent tourne

Ancien chef de cabinet de Christine Lagarde au ministère de l'industrie, Bernard Kleynhoff estime que le vent tourne. La perception change, un avenir devient possible même si l'Etat continue d'alimenter - en dépit des efforts du [plan de relance](#) - le mouvement de destruction d'un outil industriel national qui a ployé, petit à petit, sous les charges sociales, les impôts sur les sociétés, les impôts de production et bientôt sous le crime 'd'écocide'.

« Les gens se rendent compte que notre veille Europe, tant décriée, n'est pas si mauvaise que ça. Son industrie est vigilante, plus sûre que bien d'autres, ses produits sont de bonne qualité, ses conditions de travail meilleures qu'on le dit encore parfois. Le jour n'est peut-être pas si loin où l'opinion qui s'imagine encore, par exemple, qu'EDF est un vendeur d'électricité parmi tant d'autres, est en réalité le très grand

Ecrit par Hervé Tousseau le 3 juin 2021

industriel reconnu comme tel de par le monde. Par conséquent, cette crise peut créer une prise de conscience sur les circuits courts, cette fois au bénéfice des PME et industriels des régions et se traduire par une croissance et une compétitivité bien plus forte à l'avenir qu'on pourrait s'y attendre ». Une chose est sûre, le nombre de contrats d'apprentissage est passé entre 2015 et 2019 de moins de 27 000 à plus de 35 000 dans notre région. Il y a donc assez d'éléments favorables - attractivité et investissements dans des projets d'avenir maintenus ou en cours de développement, changement de regard sur l'industrie - pour engager une transformation de modèle économique.